

millions d'hommes armés nécessaires pour appuyer efficacement l'armée américaine, mais que la bourgeoisie européenne occidentale ne peut nullement songer à mobiliser aussi longtemps que ses positions ne sont pas stabilisées.

L'opposition de la bureaucratie soviétique au plan Marshall n'est pas une opposition de principe. Son attitude envers lui changerait si l'impérialisme américain se montrait, à l'étape actuelle, disposé à un compromis.

Pour cette raison, la mobilisation des masses par les stalinien ne vise pas à amener le renversement révolutionnaire du capitalisme dans les pays du plan, mais seulement à exercer sur la bourgeoisie américaine et sur les bourgeoisies nationales en Europe une pression en direction d'un compromis avec la bureaucratie soviétique. Celle-ci sait du reste que la tentative de consommer une rupture économique entre l'Ouest et l'Est est impossible. On ne peut pas, en l'espace de quelques années, détourner des courants commerciaux qui ont leurs sources dans une structure déterminée de l'économie eu-

### Ce qu'on peut attendre du plan

Si, pour des raisons que nous avons analysées tout au long de cet article, le plan ne peut pas à lui seul restaurer le niveau économique d'avant guerre de l'Europe occidentale, ni l'équilibre économique qui était à la base de ce niveau, et qui a été détruit par les nouveaux rapports économiques issus de la guerre, entre les Etats-Unis et le reste du monde capitaliste, il exercera cependant une influence indiscutable sur les développements économiques et politiques immédiats.

Dans la mesure où, même avec des crédits limités entre 15 à 17 milliards de dollars pour la période 1948-1951, les Etats-Unis couvriront les besoins alimentaires immédiats des pays européens et dispenseront ceux-ci de payer par leurs propres ressources les importations américaines, ils supprimeront le caractère aigu et littéralement catastrophique que la détérioration économique en Europe occidentale pouvait prendre.

La bourgeoisie européenne profitera de ce répit pour manœuvrer avec plus d'aisance dans la poursuite d'une offensive à froid contre le niveau de vie des masses prolétariennes et petites-bourgeoises, offensive facilitée par la politique des réformistes et des stalinien. L'aide américaine facilitera incontestablement une réussite partielle de la politique déflationniste suivie par les gouvernements à direction démocrate-chrétienne italien et français. S'abritant der-

rière des importations américaines vitales qui se trouveront assurées pour une certaine période, la bourgeoisie européenne relèvera avec un rythme plus rapide son économie agricole et tâchera de rééquiper et de moderniser au maximum son appareil industriel.

Cette ambiance économique peut, sur le terrain politique, favoriser la « troisième force », l'alliance entre les socialistes et les partis bourgeois du centre, en face d'un assaut de l'extrême-droite et des mouvements néo-fascistes (R.P.F. en France, mouvements néo-fascistes en Italie).

Sur le terrain international, elle peut exercer une influence dans un sens qui hâterait un compromis entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, compromis qui apparaîtra de plus en plus nécessaire à la lumière de l'intensification ou de la nécessité de l'intensification des échanges économiques entre l'Ouest et l'Est. Un tel processus n'est pas exclu, dans le cas où n'interviendrait pas une autre série de facteurs dont les principaux sont :

a) La résistance des masses à l'offensive contre leur niveau de vie que la bourgeoisie est obligée de poursuivre; cette résistance peut bouleverser fondamentalement le climat de « paix sociale » indispensable à la réussite des plans de la bourgeoisie ;

b) L'impasse économique rapidement atteinte, après une période de relè-

vement des forces productives, vu la réduction extrême du marché disponible au commerce des pays européens ;

c) L'éclatement de la crise aux Etats-Unis pendant la période 1948-1951.

En ce qui concerne cette dernière éventualité, il ne faut pas oublier que le maintien des exportations américaines au niveau actuel et leur développement si possible jouent un rôle important dans l'effort qui est fait pour ajourner l'éclatement de la crise aux Etats-Unis. D'où un autre effet non moins important du plan Marshall. Truman, dans sa déclaration du 14 janvier, a déjà signalé le danger que représente pour la continuité de la « prospérité américaine » le déclin des exportations, déclin inévitable au cas d'un arrêt ou d'une réduction importante des crédits aux pays étrangers. Déjà en 1946, année au cours de laquelle les exportations nettes de biens et de services ont atteint 10 milliards de dollars, soit la

### Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe

Le plan Marshall n'apporte aucune solution à la crise fondamentale du capitalisme européen, il ne remédie pas à la spirale descendante de l'économie européenne depuis la première guerre mondiale. Au contraire, le plan Marshall, tout en privant l'immédiat du caractère catastrophique que pouvait prendre la situation économique européenne sans l'apport des importations vitales américaines, accentue la vassalisation de l'Europe et la décadence de son économie.

La seule solution qui peut permettre aux forces productives de l'Europe de reprendre leur marche ascendante, c'est une véritable fusion organique de l'économie européenne qui rendrait possible une planification raisonnée au service des masses. Ceci n'est possible que dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe collaborant étroitement avec l'U.R.S.S. régénérée.

Toute les mesures de coopération économique européenne projetées par la bourgeoisie s'avèrent soit illusoire, soit absolument inefficaces. La façon dont est conçu le rapport des Seize en est une illustration parfaite. Même une union douanière européenne, au cas où l'on pourrait surmonter les antagonismes entre les différentes bourgeoisies nationales, aurait aujourd'hui à lutter contre le désordre des prix et des échanges dans chaque pays participant. L'abaissement des tarifs douaniers n'ayant, par rapport à ces questions, qu'une importance mineure. Le problème fondamental de l'unification devrait avoir, comme disait Trotsky, un

moitié du chiffre de 1947, cette somme, quoique faible par rapport au Produit National brut, qui s'élève pour la même période à 205 milliards de dollars environ, représentait une fraction relativement importante de l'accroissement brut du capital privé, évalué à 38 milliards environ de dollars (chiffre annuel) (4). « L'excédent sans cesse croissant des exportations sur les importations est une des causes qui contribuent au maintien de la production américaine à un niveau très élevé, à l'emploi presque intégral de la main-d'œuvre et qui empêche la baisse des prix de se produire. » (5)

Les exportations, entre autre, en incluant une très grande partie de produits agricoles vers les pays affamés de l'Europe et du monde, contribuent, en effet, à maintenir la capacité élevée d'achat de la paysannerie américaine qui, à son tour, favorise la capacité d'absorption du marché intérieur américain.

caractère économique, non seulement du point de vue commercial, mais du fait qu'il s'attaquerait aussi à la production. Il serait nécessaire de procéder en planifiant le développement économique européen en fonction des ressources naturelles en vue d'accroître constamment le bien-être des larges masses. Il serait nécessaire que des barrières artificielles ne séparent plus le fer du charbon, que le système d'électrification se développe indépendamment des frontières, conformément aux conditions naturelles et économiques, que les voies ferrées de l'Europe soient unies dans un seul réseau, etc. De tels buts dépassent les possibilités de la bourgeoisie.

Au bavardage sur la « coopération et l'unification » économique européenne de politiciens bourgeois qui cachent à peine leur soumission au projet de vassalisation économique et politique de l'Europe par l'impérialisme yankee, ainsi qu'au « plan » bureaucratiquement conçu et exécuté dans les pays du « glacis » soviétique au profit d'une minorité sociale privilégiée indigène, et surtout au profit de la bureaucratie soviétique elle-même, nous opposons la *planification socialiste par les masses, pour les masses, dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.*

Janvier 1948.

(4) Etudes et conjoncture (Economie Mondiale), n° 13 de juin 1947. Publication de l'Institut National de Statistique de France.

(5) Ibid. p. 14.